

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1596. – Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**ACCORD DU 20 JANVIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2014
(MIDI-PYRÉNÉES)**

NOR : ASET1450302M
IDCC : 1596

Entre :

La FFB Midi-Pyrénées ;

La fédération Sud-ouest des SCOP du BTP ;

L'UR CAPEB Midi-Pyrénées,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes de salaires minima des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le vendredi 10 janvier 2014 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment de la région Midi-Pyrénées.

Article 2

Pour la région Midi-Pyrénées, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, applicables comme indiqué dans les tableaux ci-après.

*Grille des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Midi-Pyrénées
applicable au 1^{er} février 2014*

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 457,00	9,61
– position 2	170	1 491,00	9,83
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 580,00	10,42
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 730,00	11,41
– position 2	230	1 848,00	12,18
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 967,00	12,97
– position 2	270	2 085,00	13,75

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Toulouse, le 20 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)